

L'Europe ignore les causes de la migration

PAR JEAN FEYDER *

La question migratoire s'est trouvée au centre du dernier Conseil Européen. Il s'agissait de déterminer les moyens de renforcer les barrières entre l'Europe et l'Afrique, de muscler le système Frontex, de créer des «centres contrôlés», enfin de confirmer l'accord conclu avec la Turquie.

Une nouvelle fois, l'UE s'est distinguée à traiter les symptômes du problème, mais à en ignorer soigneusement les causes. Aucun des chefs d'État et de gouvernement ne semble intéressé à vouloir créer les conditions nécessaires pour que les Africains ne doivent plus partir. Sachant que seulement une faible partie de migrants africains choisissent le chemin périlleux vers l'Europe, la majorité d'entre eux partant vers des pays voisins.

Chaque année, 30 millions de jeunes arrivent sur le marché de l'emploi en Afrique. Mais loin d'aider les jeunes Africains à trouver une occupation, à ouvrir des perspectives de vie, l'Union européenne poursuit une politique qui fragilise les économies africaines, qui détruit des emplois et ruine les conditions d'existence de millions de petits paysans et de leurs familles.

Il est de plus en plus connu, et plus d'une fois cela a été dit à notre Chambre des Députés, que nos exportations de lait en poudre, de viande de poulet et de céréales écartent du marché les producteurs locaux. Subventionnés par des aides internes aux producteurs, ces produits y sont offerts à des prix de dumping, donc nettement plus bas que les prix locaux. Entre 2000 et 2010 déjà, l'UE a pratiquement doublé la valeur de ses exportations de produits alimentaires vers l'Afrique de l'Ouest qui sont passées de 1,5 à 2,9 milliards d'euros.

Le non de notre société civile à la politique néo-libérale

Je rappelle que dans un texte intitulé «Migrations et développement», le Cercle de Coopération des ONG de développement a expliqué en 2015 que «ces mouvements migratoires sont renforcés par d'autres facteurs mettant également en jeu la responsabilité des pays développés, comme les changements climatiques, l'action souvent néfaste des multinationales et des marchés financiers, l'exploitation massive des terres et des matières premières ou l'absence de justice fiscale. A cela s'ajoute la gouvernance défaillante de nombre d'États du Sud». L'accent principal y est cependant mis sur les politiques néo-libérales que les pays riches n'ont cessé depuis des décennies d'imposer aux pays en développement et surtout aux pays africains. Ces politiques ont eu et continuent à avoir «un impact désastreux sur le niveau de vie des populations de ces pays, sur leurs économies, sur leur environnement et sur les ressources de leurs gouvernements».

«Pire, loin de reconnaître le caractère contraire à tout développement de telles pratiques et de telles politiques, l'UE s'applique maintenant à les aggraver par le biais de nouveaux accords de libre-échange et



(PHOTO: AP)

notamment les «accords de partenariat économique» (APE).

Ce texte avait été brièvement présenté, il y a deux ans, à Monsieur Jean Asselborn à la fin d'une réunion avec des membres de cette plate-forme. En le survolant, il a promis d'y revenir prochainement. A ce jour, cette promesse est restée sans suite.

Pour l'essayiste Aminata Dramane Traoré, ancienne ministre de la Culture du Mali, la «crise migratoire» est d'abord «le symptôme de l'échec d'une marche forcée vers le libre-échange». «Les dirigeants européens savent parfaitement que le défi est éminemment économique. Ils ont cruellement besoin des richesses des

pays d'origine de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants dont ils ne veulent pas sur leur sol. Ceux qui organisent la chasse à l'homme sur leur territoire, en mer, dans le désert sont largement responsables de la paupérisation de ces populations. On occulte complètement les causes historiques et structurelles de l'errance de ces hommes et de ces femmes, la responsabilité des pays européens dans la destruction des écosystèmes, du tissu économique et social qui pousse des populations à s'exiler. On parle de «migrants économiques», comme si le commerce ne prenait pas la forme, aujourd'hui, d'une guerre livrée à des peuples qui n'ont rien demandé. ... Cette question du libre-échange est au cœur du sort de tous les migrants, qu'il s'agisse des Latino-Américains ou des Africains!».

Jacques Berthelot, maître de conférences en économie et spécialiste des questions commerciales écrit dans son nouveau livre que «les accords de partenariat économiques que l'UE a conclus avec les pays de l'Afrique feront exploser l'afflux des migrants illégaux que l'UE ne veut pas accueillir et alimenteront les mouvements terroristes en Afrique de l'Ouest comme dans l'UE²».

Lueurs d'espoir au Nigéria et en Tanzanie

Les accords de partenariat économique ont été conclus en 2014 avec

cinq régions africaines. Ils n'ont pu entrer en vigueur jusqu'ici que dans un nombre limité de pays africains.

C'est surtout le Nigéria, géant démographique et économique de l'Afrique, qui a refusé de signer l'accord de partenariat économique conclu avec l'Afrique de l'Ouest qui reste ainsi bloqué. En février 2016, devant le Parlement européen, son Président Buhari a expliqué qu'une telle signature compromettrait l'industrialisation de son pays et la nécessité de créer des millions d'emplois pour une jeunesse qui, autrement, serait privée d'avenir. La Tanzanie a retiré la signature de l'APE conclu avec l'Afrique de l'Est pour des raisons similaires.

En Allemagne, – sous l'impulsion de Günter Nooke, le conseiller d'Angela Merkel pour les questions africaines, et de Gerd Müller, ministre fédéral de la Coopération économique et du Développement – une réorientation semble s'amorcer. Il est même question d'une nouvelle politique commerciale et d'un changement de paradigme.

Nooke nous a déjà mis en garde devant les APE depuis des années, écrit l'hebdomadaire Der Spiegel en janvier 2017³. «Les clauses réciproques d'ouverture des marchés nuisent davantage à l'Afrique qu'elles ne lui sont utiles», déclare-t-il. Dans le même article, Gerd Müller s'exprime lui aussi, de façon plus critique, au sujet des relations commerciales avec les pays africains. «Par le libre-échange et des subventions européennes, écrit-il, nous ne laissons guère de chances aux Africains dans le cadre d'une concurrence directe». Est également citée la thèse d'un document de Günter Nooke: «Tout ce qui peut être produit sur le continent africain, devrait y être produit.» Face aux centaines de milliers de migrants africains, il n'est pas dans l'intérêt de l'Europe «de fournir à l'Afrique des produits, mais plutôt d'investir dans la production en Afrique, pour que beaucoup de personnes y trouvent du travail et une perspective».

Notre société civile se prononce elle aussi pour une réorientation de la politique commerciale que l'Union européenne devrait mener envers les pays dits en développement. Elle devrait être basée sur les principes suivants: respecter la cohérence politique; favoriser la création de capacités de production et d'emplois dans les secteurs agricole et industriel; réguler les marchés agricoles dans les pays en développement afin de protéger les petits producteurs; réintroduire le principe de non-réciprocité; interdire les exportations d'aliments et de produits agricoles à des prix en-dessous des coûts de production; écartier la ratification des accords de partenariat économique⁴ (APE). Cette revendication a été présentée à nos partis politiques en vue des élections qui auront lieu en octobre prochain.

* Der Autor ist ehemaliger Botschafter Luxemburgs.

1) Rosa Moussaoui, L'Humanité, 28. Juin 2018

2) Jacques Berthelot, Vous avez dit Libre Echange?, L'Harmattan 2018, p. 135

3) Horand Knaup, Christoph Schult: »Schicksalhaft verbunden«, dans: Der Spiegel 3/2017.

4) Voir Cercle des ONG, Fair politics, baromètre 2017 – agriculture, plateforme STOP CETA % TTIP, plateforme Meng Landwirtschaft, Landwirtschaft 2.0, p. 46-47.

« La crise migratoire est le symptôme de l'échec d'une marche forcée vers le libre-échange. »

Aminata Dramane Traoré